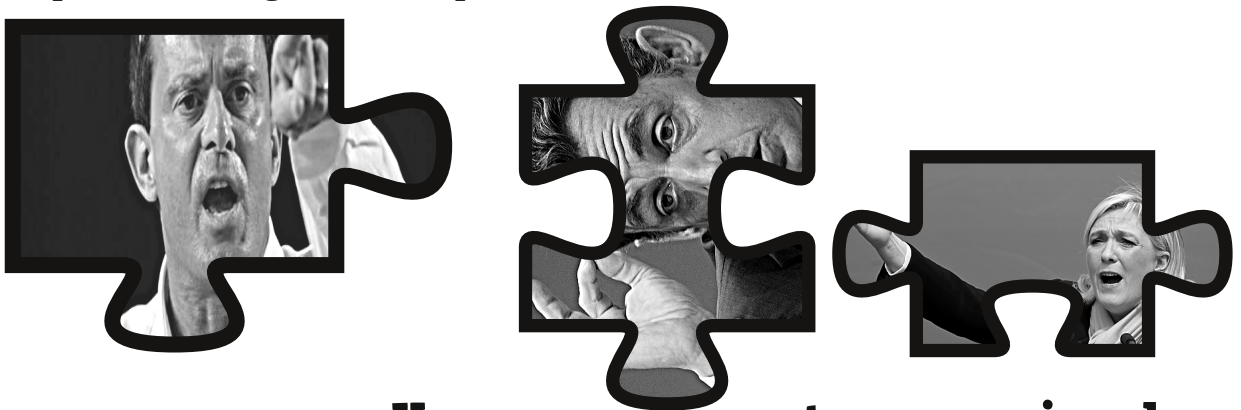


A Rennes comme ailleurs, dégageons Valls et son gouvernement!

Après deux ans et demi de gouvernement « socialiste » on peut déjà dire que le duo Hollande-Valls restera dans l'histoire pour son énergie à trouver des moyens de satisfaire toujours plus le patronat mais aussi pour sa hargne à réprimer le mouvement social. Ce vendredi Valls vient faire son petit numéro médiatique à Rennes, il signera au passage le projet de métropolisation capitaliste de la ville.

Violence d'État et répression...

De Sivens à Notre Dame des Landes le gouvernement ne cesse de s'entêter à défendre les grands projets inutiles et imposés pour remplir les poches des bétonneurs en tout genre, au mépris des réalités écologiques et sociales. Le problème, c'est que la résistance à ces projets ne cesse de s'amplifier, ce qui ne manque pas d'effrayer le gouvernement. Sa solution ? Interdire les manifestations, réprimer, emprisonner et mutiler et ce désormais de manière systématique. Le crime d'État que constitue la mort de Rémi Fraisse s'inscrit dans cette gestion hyper répressive de la contestation. Cette répression ne vise bien sûr pas les apprentis fascistes écervelés qui se sentent pousser des ailes dans le climat actuel. Elle ne vise pas non plus les agriculteurs de droite productiviste qui comme à Morlaix ont brûlé le centre des impôts, sans être inquiétés une seule seconde. Enguerrand lui, militant contre l'aéroport de NDDL nantais, a été condamné à un an de prisons pour des fumigènes! Deux poids deux mesures.



...Un gouvernement au service des riches

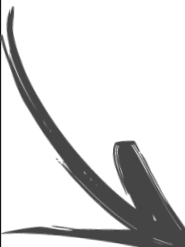
Pendant qu'on bâillonne et grenade ceux qui osent résister, les milliards pleuvent sur la tête des grands patrons ! Ils peuvent dire merci au « pacte de compétitivité » et « pacte de responsabilité », qui consistent à distribuer des milliards d'euros aux entreprises sous forme de réductions d'impôts. Comment payer de tels cadeaux ? En nous imposant l'austérité voyons ! Pour la seule année 2015, ce sont 21 milliards d'euros qui vont être économisés sur les services publics, dont plus de 9 milliards d'euros sur le dos de la Sécurité sociale. Le Medef n'oublie bien sur pas d'en profiter, multipliant ses « propositions » : seuils sociaux, 35 heures, code du travail, travail du dimanche... Miam ! Tout est bon pour remplir les poches des actionnaires parasites !

RASSEMBLEMENT JEUDI 18/12 à 18H30

place de la mairie

& VENDREDI 19/12 à 9H DEVANT RENNES

MÉTROPOLE (M° CLÉMENCEAU)



Métropolisation et réforme territoriale contre le droit à l'autodétermination.

La métropolisation, c'est à dire la mise en concurrence des territoires et des villes est un projet porté à bout de bras par le PS localement et au gouvernement. Il contribuera à renforcer le déséquilibre villes/Campagne, et le celui entre l'ouest et l'est de la Bretagne, comme en témoigne la volonté de fermer les services publics de santé jugés non rentables comme à Douarnenez récemment ou hier à Carhaix. L'adoption de la réforme territoriale au parlement relève de la même logique, celle de l'économie de coûts de gestion des collectivités territoriales et non le respect du droit à l'autodétermination des peuples, et singulièrement du peuple breton. Nous affirmons que le peuple et les travailleurs de Bretagne ont le droit de librement se déterminer sur leurs institutions afin de construire de Brest à Clisson un projet politique, économique, sociale et environnementale au service du plus grand nombre et non d'une minorité.

Pour Gattaz, le président du Medef, le problème de la France serait « une guerre des classes larvée ». Quelle lucidité ! Sauf que ce sont lui et ses semblables qui la mènent aujourd'hui contre les travailleurs, les classes populaires et la jeunesse. Alors c'est à nous, dès maintenant, de construire sur nos lieux de travail, d'études ou de vie, l'indispensable rapport de force face aux patrons arrogants et au gouvernants à leurs ordres.



S'organiser et lutter...

Nous n'avons à attendre de ces « socialistes » que des mauvais coups. Ce gouvernement n'a aucune légitimité. C'est à nous de construire l'alternative à ce système moribond, à nous de reprendre nos vies en main.

...Pour un vrai front anticapitaliste!

Licenciements, précarité, reculs sociaux, répression quotidienne : nous n'avons rien à attendre du capitalisme. Nous n'avons pas plus à attendre des « solutions » réformistes, électoralistes et nationalistes, qui nous enchaînent à sa logique destructrice. L'urgence, c'est une société qui réponde aux besoins des travailleur-euses, débarrassée de l'exploitation, de la domination de l'État et des oppressions racistes, sexistes et homophobes.

Les organisations signataires de ce tract souhaitent construire un collectif rassemblant les individus et organisations décidés à construire et organiser les résistances, à renforcer les solidarités dans une perspective de convergence des luttes, indispensable à la construction d'un rapport de force. Un outil de lutte, de réflexions et d'organisation, répondant aux réalités locales que nous pourrions appeler un Front Anticapitaliste.

